

COMPTE RENDU
D'EXÉCUTION DE
LA PROGRAMMATION

2025 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie





INTRODUCTION

La programmation 2024-2027 de l'OIF, approuvée lors de la 44^e Conférence ministérielle de la Francophonie à Yaoundé, a achevé sa deuxième année de mise en œuvre en 2025. Cette programmation quadriennale s'inscrit dans le Cadre stratégique 2023-2030 de la Francophonie et prend en compte les recommandations du XIX^e Sommet de la Francophonie ainsi que les orientations stratégiques formulées par les instances.

Fondée sur ces orientations et sur les résultats obtenus en 2024, la planification 2025 a intégré des innovations tout en renforçant l'approche axée sur les résultats, tant quantitatifs que qualitatifs. Elle a contribué à ancrer davantage les actions de l'OIF sur le terrain et permis d'atteindre un plus grand public, en particulier les jeunes et les femmes, grâce au numérique.

Poursuivant l'approche de subsidiarité adoptée lors de l'élaboration de la programmation, l'OIF a amplifié la décentralisation de la mise en œuvre de ses projets. En 2025, cette dynamique s'est renforcée avec l'achèvement du processus de décentralisation de 11 projets désormais pilotés par les Représentations extérieures (REPEX), les Instituts spécialisés

et les Centres régionaux francophones pour l'enseignement du français (CREF) et la gestion partiellement décentralisée de trois autres projets. L'année 2025 s'est ainsi caractérisée par le renforcement des modalités de collaboration transversale qui ont permis une flexibilité accrue dans la mise en œuvre des activités, facilitant une adaptation rapide de l'Organisation aux réalités du terrain.

Ce compte rendu d'exécution, résolument orienté sur la présentation des résultats de l'action de l'Organisation, met en évidence les résultats qualitatifs et l'impact des initiatives mises en œuvre. Il s'attache non seulement à mesurer les réalisations en chiffres, mais aussi à analyser les transformations concrètes observées sur le terrain, tant auprès des bénéficiaires directs que dans l'écosystème plus large de la Francophonie. Il est également une source d'enseignement, afin de capitaliser sur les retours d'expériences tant des équipes que des bénéficiaires, et contribuer ainsi à nourrir la réflexion stratégique sur le déploiement en cours de la programmation 2024-2027.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

L'analyse de la mise en œuvre de la planification 2025 révèle plusieurs leçons importantes, en particulier concernant les approches.

Une gestion matricielle et décentralisée au service de la performance :

Ce mode de gouvernance avec la mise en place des équipes-projets a permis d'accroître l'autonomie opérationnelle des équipes-projets, contribuant à l'amélioration de la capacité de l'OIF à répondre aux besoins des populations en fonction des réalités locales. Elle a également favorisé une gestion plus agile des projets, permettant une prise en compte plus fine des réalités de terrain.

Une dynamique de cohérence stratégique et de recentrage :

L'alignement des actions de l'OIF avec le Cadre stratégique 2023-2030 et les recommandations du XIX^{ème} Sommet a été renforcé. Dans ce cadre, les initiatives en faveur du multilinguisme et de la promotion du français à l'international se sont poursuivies et concrétisées, à travers notamment la formation et le renforcement des compétences linguistiques d'acteurs clés et l'initiation de la filière traduction-interprétation du collège international de Villers-Cotterêts, un des livrables du Sommet. Le soutien aux processus démocratiques et aux opérations de paix notamment grâce à de la médiation interculturelle et linguistique, ainsi que l'accompagnement des initiatives en faveur de la stabilité et du dialogue institutionnel ont été consolidés. Des actions visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité ont été réalisées grâce au développement des formations à distance et à la mobilité des enseignants. Par ailleurs, la promotion de l'employabilité des jeunes a été consolidée à travers des initiatives dans les domaines du numérique, du tourisme durable et de l'environnement.

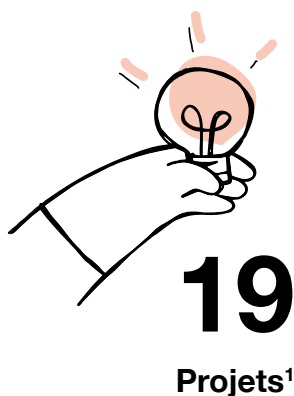
Une intégration renforcée des thématiques transversales (jeunesse, femmes, société civile) :

Cette dynamique a été renforcée à travers plusieurs actions phares. L'initiative « Cuisson propre » a contribué à l'autonomisation des femmes en milieu rural et périurbain en leur facilitant l'accès à des technologies de cuisson durable. L'initiative « Destination Éco-Talents » a joué un rôle clé dans l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes en les formant aux métiers du tourisme durable tandis que l'initiative d'appui à la jeunesse a accompagné les jeunes francophones dans la structuration et l'accélération de leurs projets dans les domaines de la formation, de l'employabilité, de l'entrepreneuriat, de l'environnement et de la culture. Le Fonds « La Francophonie avec Elles », a confirmé sa pertinence comme levier d'autonomisation économique et sociale des femmes dans l'espace francophone. Les initiatives en faveur d'une agriculture durable et intelligente ont été renforcées, notamment par l'adoption de pratiques innovantes, respectueuses de l'environnement et adaptées aux enjeux climatiques dans le Bassin du Congo. Dans le secteur du développement durable, les formations dans le domaine du tourisme, des négociations internationales portant sur le climat, la biodiversité et l'environnement ont permis une montée en leadership des femmes.

L'action de l'OIF à travers l'espace francophone

CHIFFRES-CLÉS

Les actions de l'OIF déployées à travers tout l'espace francophone apportent, en priorité, une contribution significative à l'autonomisation des jeunes et des femmes francophones.




26,8 M d'€
ont été exécutés au titre du FMU,
soit un taux d'exécution de 98%



+ de **1 540 000**
Bénéficiaires directs
dont 52% de femmes
et 35% de jeunes*

* Les jeunes correspondent à la tranche de moins de 35 ans



55,8 M d'€
ont été mobilisés en 2025

dont 27,3 millions au titre du Fonds multilatéral unique (FMU) et 28,5 millions provenant de financements extérieurs.

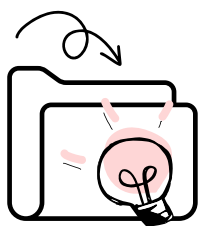
1. Le projet Radio Jeunesse étant clôturé, il n'est pas intégré au périmètre de suivi et de reddition des résultats de ce compte rendu d'exécution.

EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 2025

Programme stratégique	FMU		
	Budget planifié	Budget exécuté	Taux d'exécution
LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DES CULTURES ET DE L'ÉDUCATION	10 910 762	10 583 770	97%
LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE	5 623 397	5 580 322	99%
LA LANGUE FRANÇAISE, VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	10 792 841	10 606 003	98%
ENSEMBLE	27 327 000	26 770 095	98%

L'analyse du tableau met en évidence une performance globale très satisfaisante pour les financements FMU. En effet, avec un taux d'exécution global de 98 %, les résultats témoignent d'une bonne maîtrise de la planification et d'une mise en œuvre efficace des activités.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



107

outils développés et partagés :

Formations, CLOM, webinaires, campagnes de sensibilisation, actions de plaidoyer organisées par l'OIF, incluant les différentes publications soutenues par l'OIF.

+ de 164 000 personnes

ont bénéficié de formations en 2025,

dont 27 % de femmes et 50 % de jeunes. Ce résultat représente une progression très significative par rapport à 2024, avec un volume de bénéficiaires multiplié par 2,54 (soit une hausse d'environ 154 %). Ces interventions couvrent divers domaines, notamment la maîtrise de la langue française, les pratiques d'enseignement innovantes et de qualité, la formation professionnelle, la gestion de l'état civil, la démocratie et la bonne gouvernance, le numérique ainsi que le tourisme durable. Dans ce contexte, les actions de renforcement des capacités se sont affirmées comme un levier stratégique majeur, contribuant au développement des compétences linguistiques, pédagogiques et professionnelles des bénéficiaires. Elles participent également à l'amélioration de leur employabilité, à l'élévation de la qualité de l'éducation et au renforcement de l'efficacité des services publics.

ACTIONS DE TERRAIN



623

protocoles avec les partenaires

institutions publiques, ONG et OING, universités et centres de recherche, ainsi que collectivités territoriales ont été subventionnés afin de mettre en œuvre des initiatives concrètes sur le terrain dans les différents champs d'intervention de l'OIF.



Un montant de

20 341 275€

représentant 51 % des engagements, a été mobilisé via le FMU et les fonds extrabudgétaires pour financer des initiatives de terrain : ces investissements, qui constituent un axe majeur de l'action de l'OIF, ont été davantage orientés en 2025 vers les activités contribuant directement aux ODD. Portées par les acteurs locaux, ces initiatives ont contribué à renforcer les compétences et l'esprit entrepreneurial des jeunes, à promouvoir l'autonomisation des femmes, à soutenir l'innovation dans le Bassin du Congo et à encourager le développement d'un tourisme rural durable.

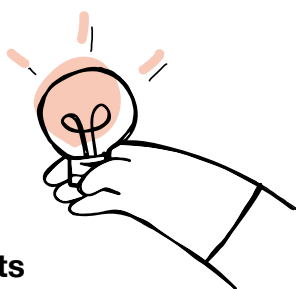
FOCUS SUR LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES 2025

JEUNESSE ET EMPLOYABILITÉ

7

projets

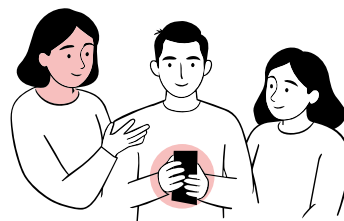
déployés par l'OIF



contribuent directement à la création d'emplois, notamment à travers des actions de formation, de professionnalisation et de préparation à l'insertion professionnelle, ainsi que par le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR), aux microentreprises, aux initiatives entrepreneuriales et à d'autres activités économiques créatrices d'emplois.

+ de **28 000** jeunes

ont bénéficié des parcours de formation, de professionnalisation et de préparation à l'insertion professionnelle. Ces actions ont couvert des formations au numérique, des formations techniques et professionnelles (agriculture, etc.), des formations aux métiers du tourisme durable, ainsi qu'un accompagnement sur les solutions et innovations climatiques.



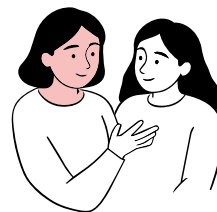
Environ **10 417** initiatives
économiques directes ont été financées

contribuant à la création et au maintien d'emplois, ainsi qu'à des retombées économiques plus larges. Ces initiatives couvrent notamment les activités génératrices de revenus (AGR), l'économie verte, l'agriculture durable, le tourisme et d'autres secteurs à fort ancrage territorial.

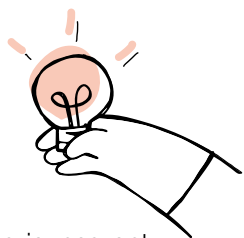


Impact : La majorité des jeunes formés déclarent avoir obtenu ou maintenu un emploi grâce aux différentes formations de l'OIF et à travers les activités génératrices de revenu, le financement ou l'accompagnement entrepreneurial, principalement au bénéfice des femmes et des jeunes.

FEMMES ET INNOVATION



55 innovations
et solutions climatiques



portées par des femmes et des jeunes ont été développées, notamment dans le Bassin du Congo, contribuant à la structuration d'un écosystème francophone d'innovation verte.

+ de 10 400 femmes
ont été accompagnées dans
des initiatives d'entrepreneuriat
et d'innovation

constituant un appui structurant à leur autonomisation économique et renforçant leur positionnement au sein des écosystèmes innovants.



1 182 personnes ont bénéficié de formations
en français langue étrangère intégrant l'intelligence artificielle

dont 592 femmes, mettant en lumière leur rôle clé dans l'innovation pédagogique et le développement de nouvelles pratiques grâce au renforcement de leurs compétences technologiques.



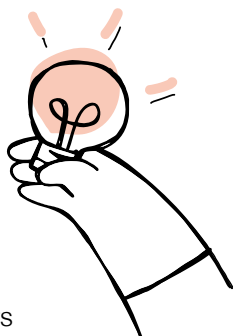
Environ **19 000** jeunes ont été formés
aux métiers du numérique, dont 35 % de femmes

renforçant leur insertion dans les secteurs d'avenir, leur accès à des emplois qualifiés et leur participation active aux transformations technologiques.

LANGUE FRANÇAISE

6 projets déployés par
l'OIF ont un impact direct sur
la dynamique des locuteurs
francophones

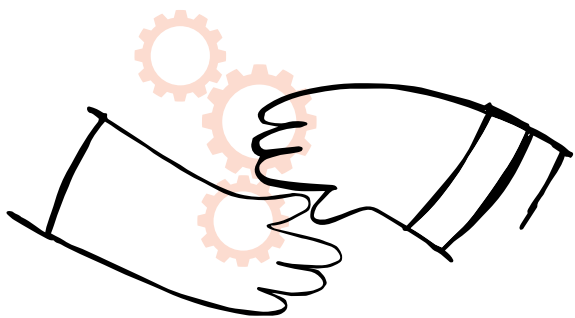
plus de 92 000 fonctionnaires et acteurs éducatifs ont renforcé durablement leur capacité à utiliser le français dans les contextes éducatifs, professionnels et sociaux.



7 projets ont un impact positif
sur l'écosystème francophone

en favorisant une exposition élargie au français et son usage dans divers secteurs, notamment à travers les formations techniques et professionnelles en français (D-CLIC, FAE) de plus de 28 000 jeunes et femmes, et des initiatives culturelles et événementielles (activités extrascolaires, Jeux de la Francophonie, prix littéraires) touchant près de 2 millions de personnes.

CONTRIBUTION AUX ODD



En 2025, l'OIF a renforcé son engagement en faveur d'une éducation inclusive et de qualité à travers l'accompagnement des politiques éducatives, la formation de plus de 85 000 acteurs clés et la diffusion de pratiques pédagogiques innovantes.



En soutenant des initiatives locales et en favorisant la circulation des expressions culturelles

francophones, touchant plus de 1 763 287 personnes, elle a contribué à renforcer l'inclusion, le dialogue interculturel et la cohésion sociale au sein des États et gouvernements membres.



La mobilisation de partenariats techniques et financiers a constitué un axe majeur d'intervention. En développant 623 partenariats avec des acteurs institutionnels, économiques et de la société civile, l'OIF a accru l'impact de ses actions, favorisé le partage de ressources et encouragé des dynamiques de coopération internationale au service des ODD.



L'OIF a soutenu le renforcement des cadres institutionnels et démocratiques en accompagnant les politiques publiques, en formant plus de 20 823 acteurs publics et en appuyant les dispositifs de gouvernance. Ces interventions ont contribué à consolider l'État de droit, à améliorer la transparence et à renforcer la participation citoyenne.



À travers l'appui à des initiatives innovantes, l'OIF a encouragé l'émergence de solutions adaptées aux défis du développement durable. En facilitant l'accès à des ressources techniques et financières, elle a permis de tester, diffuser et amplifier des projets à fort potentiel d'impact dans les pays francophones.



Par ses actions de formation, d'accompagnement entrepreneurial et de facilitation de l'accès aux financements, l'OIF a contribué à renforcer les capacités des femmes et des jeunes à créer, structurer et pérenniser leurs activités économiques. En favorisant leur insertion dans les chaînes de valeur et en encourageant des initiatives innovantes et durables, l'OIF a participé à la réduction des inégalités économiques, à l'amélioration des conditions de vie et au renforcement du rôle des femmes comme actrices du développement au sein de leurs communautés.

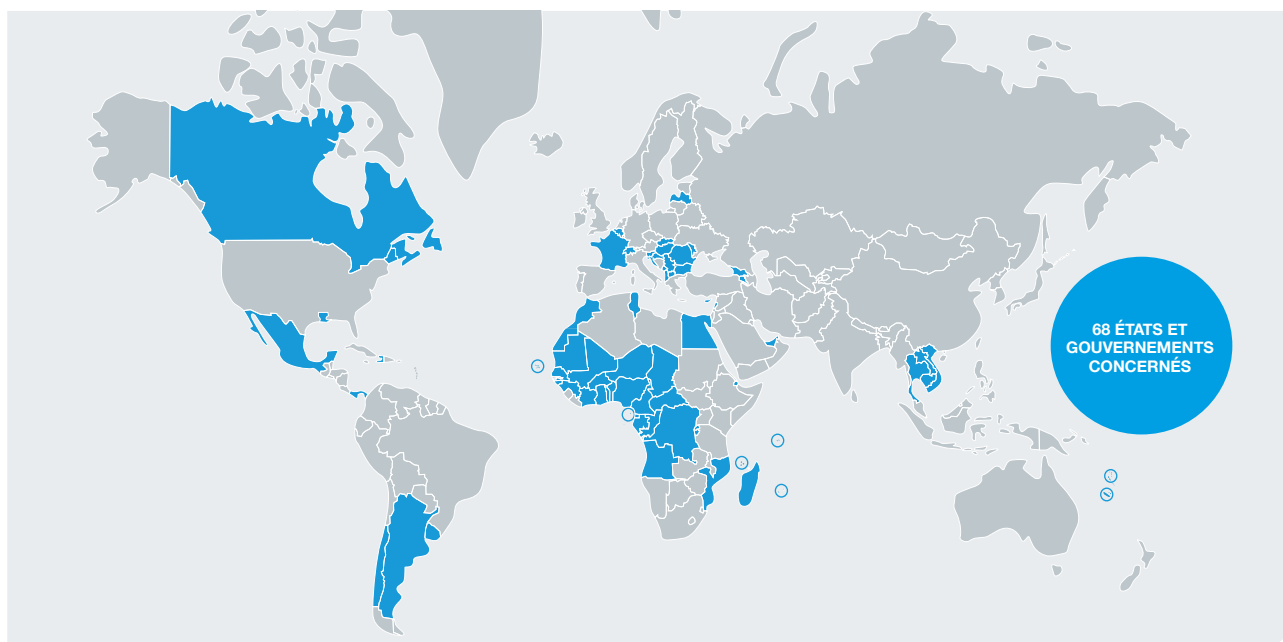


SYNTHÈSE DES RÉSULTATS PAR PROGRAMME STRATÉGIQUE

LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DES CULTURES ET DE L'ÉDUCATION

7 PROJETS

- « La langue française, langue internationale »
- « La langue française, langue d'enseignement et d'apprentissage »
- « Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres »
- « Ecole et langues nationales en Afrique »
- « Acquérir des savoirs, découvrir le monde »
- « Industries culturelles et découvrabilité »
- « Jeux de la Francophonie »



RENFORCEMENT ET VALORISATION DE L'USAGE ET DE L'INFLUENCE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les résultats traduisent une consolidation des dispositifs d'appui et de formation : 15 États ont été accompagnés dans le cadre des Initiatives francophones nationales (IFN). Des actions de renforcement des compétences linguistiques et techniques en français des relations internationales ont été organisées au profit de 4 376 diplomates, fonctionnaires nationaux et internationaux notamment auprès des jeunes. Plus de 10 organisations internationales et régionales ont été accompagnées, avec des résultats structurants tels que la signature d'un mémorandum avec l'Union africaine (UA) et la mise en œuvre d'initiatives avec le système des Nations Unies (extension des examens linguistiques et actualisation du programme ETHOS).

Le volet « Observatoire de la langue française » du projet « La langue française, langue internationale » a été marqué par l'organisation des enquêtes thématiques dans plusieurs pays de l'espace francophone ainsi que l'actualisation des données relatives au nombre de francophones dans le monde dans la perspective de la préparation de l'édition 2026 du rapport *La langue française dans le monde*. 3 rapports-pays

ont été produits (Angola, Bulgarie et Maurice) dans le cadre du mécanisme de suivi de la Déclaration sur la langue française dans la diversité de la Francophonie.

En 2025, le volet « Mobilité des enseignants » a déployé 115 enseignants volontaires au Rwanda et aux Seychelles et préparé le déploiement de 12 enseignants au Cambodge en 2026. 17 154 enseignants ont été mobilisés à travers la plateforme « Parlons français », autour du mentorat, de l'innovation et du partage de bonnes pratiques. Enfin, la production et la diffusion de ressources pédagogiques, ainsi que le soutien aux activités francophones dans les établissements (clubs, concours, événements), ont touché plus de 34 000 personnes, renforçant la qualité, la visibilité et l'usage du français.

>>> Effets et impacts observés : Les appuis apportés ont notamment permis d'améliorer la capacité de prise de parole en français de plus de 63 % des diplomates et fonctionnaires internationaux formés, reflétant un impact direct sur leur aisance à l'oral en milieu professionnel et diminuant leur insécurité linguistique. Par ailleurs, 51,9 % des organisations observent une amélioration de la qualité de leurs documents multilingues.

Le déploiement des enseignants volontaires a contribué à instaurer et à pérenniser des environnements francophones au sein des établissements. Selon 92 % des enseignants, cette dynamique favorise un usage accru du français au-delà du cadre strictement académique. Par ailleurs, les formations dispensées dans les CREF ont permis à 82,7 % des bénéficiaires de renforcer leur confiance dans l'exercice de leurs fonctions, tandis que 57,7 % d'entre eux constatent une amélioration de leur performance, traduisant un impact direct sur la qualité des pratiques.

RENFORCEMENT DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

En 2025, le projet IFADEM a permis de former 11 341 enseignants dans 6 pays, ainsi que 6 490 directeurs d'école et chefs d'établissement répartis dans 5 pays. Il a également contribué au renforcement des capacités de 100 cadres ministériels en ingénierie de formation et en technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE), notamment en Guinée et au Tchad. Par ailleurs, l'offre pédagogique a été enrichie par le développement de micromodules, la mise à disposition de 100 ressources éducatives libres et la production de 2 487 livrets.

Dans le cadre du projet ELAN, 1 313 acteurs éducatifs ont été formés aux enjeux de l'enseignement bilingue et 252 formateurs et évaluateurs ont été outillés dans l'appropriation des dispositifs d'évaluation en contexte bilingue. Par ailleurs, l'appui aux recherches-actions s'est traduit par la mise en œuvre de 6 projets dans 5 pays, la production d'un document de cadrage scientifique sur l'enseignement bi-plurilingue, et l'organisation d'un colloque international à Dakar réunissant plus de 300 participants.

>>> Effets et impacts observés : Les actions mises en œuvre sur IFADEM ont permis d'améliorer les compétences pédagogiques, didactiques et linguistiques de 78 % des enseignants, favorisant ainsi un usage plus efficace du français comme langue d'enseignement et contribuant à une meilleure qualité des apprentissages. Par ailleurs, 77 % des directeurs et chefs d'établissement estiment que les compétences acquises les ont significativement aidés à mieux organiser la gestion pédagogique, administrative et financière. Les résultats au niveau du projet ELAN mettent en évidence un impact significatif sur les performances scolaires : 97,8 % des répondants constatent une amélioration des acquis des élèves, traduisant des progrès substantiels dans les apprentissages. Par ailleurs, l'ensemble des répondants (100 %) relève une augmentation de la participation des élèves, témoignant d'un effet direct et structurant du dispositif sur leur engagement et leur réussite scolaire.

ACCÈS À LA LECTURE PUBLIQUE

En 2025, le projet a été consolidé dans 10 pays (Bénin, Centrafrique, Comores, Djibouti, Gabon, Guinée, Haïti, Madagascar, Tchad et Togo) grâce à la formation de 276 acteurs aux enjeux de la lecture publique et de l'animation culturelle. Au total, 112 CLAC ont bénéficié d'un appui pour l'organisation d'activités culturelles et le suivi des ré-

seaux, accueillant ainsi 1 664 470 personnes. Par ailleurs, 10 030 ouvrages documentaires, intégrant des contenus relatifs aux patrimoines locaux, ont été mis à disposition des réseaux CLAC. En complémentarité avec le projet 16B-DCLIC, 83 jeunes ont été formés au métier du numérique au Togo et aux Comores.

>>> Effets et impacts observés : L'enrichissement des fonds documentaires, l'intégration des patrimoines locaux ainsi que le développement de supports éducatifs, culturels et numériques ont contribué à renforcer l'attractivité des centres. Ainsi, 95,8 % des bénéficiaires estiment que les activités ont eu un impact positif, confirmant leur rôle structurant dans le renforcement du lien social. Par ailleurs, 91,3 % d'entre eux constatent une amélioration de leurs compétences linguistiques grâce à l'usage des livres. De plus, 82,8 % des bénéficiaires déclarent avoir renforcé leurs connaissances professionnelles, tandis que plus de quatre bénéficiaires sur dix accèdent ensuite à une activité professionnelle, traduisant des retombées socio-économiques concrètes.

RENFORCEMENT DE LA CRÉATION, LA DIFFUSION, LA DÉCOUVRABILITÉ ET LA MONÉTISATION DES CONTENUS, À LA FOIS PHYSIQUES ET NUMÉRIQUES

En 2025, le Fonds Image de la Francophonie a soutenu 31 projets (plus 14 via TV5MONDEplus), tandis que 139 opérateurs ont été sensibilisés à la découvrabilité, 58 artistes de 20 pays ont bénéficié d'une mobilité et 92 initiatives internationales ont été déployées, contribuant à la structuration du secteur, à l'amélioration de la visibilité des contenus et à l'accès aux marchés. Dans la filière livre, 52 éditeurs de 14 pays ont généré 149 cessions de droits, 18 coéditions et 67 collaborations, renforçant la circulation des œuvres. Dans le spectacle vivant, 152 professionnelles ont été formées grâce au dispositif Femmes, Arts, Musique et Entrepreneuriat (FAME), améliorant leurs compétences techniques, entrepreneuriales et numériques.

>>> Effets et impacts observés : L'appui coordonné à la production, à la distribution, à la gouvernance et au renforcement des capacités a permis d'accroître les compétences techniques, entrepreneuriales et stratégiques de ces acteurs, améliorant leur adaptation aux transformations numériques et leur insertion sur les marchés nationaux et internationaux.

JEUX DE LA FRANCOPHONIE

L'année 2025 a constitué une année de transition, marquée notamment par le suivi des lauréats des précédents Jeux et la poursuite des préparatifs de la 10^e édition, qui se tiendra en 2027 à Erevan en Arménie. Parmi les actions les plus significatives figurent l'organisation des Championnats des jeunes de la Francophonie de judo, qui ont réuni 73 jeunes athlètes, ainsi que l'accompagnement financier de quatre lauréats sportifs. La mise en œuvre des Chartes éthique et Développement durable ainsi que d'un projet de volontariat de jeunes francophones à déployer lors des Jeux à Erevan a également été poursuivie.

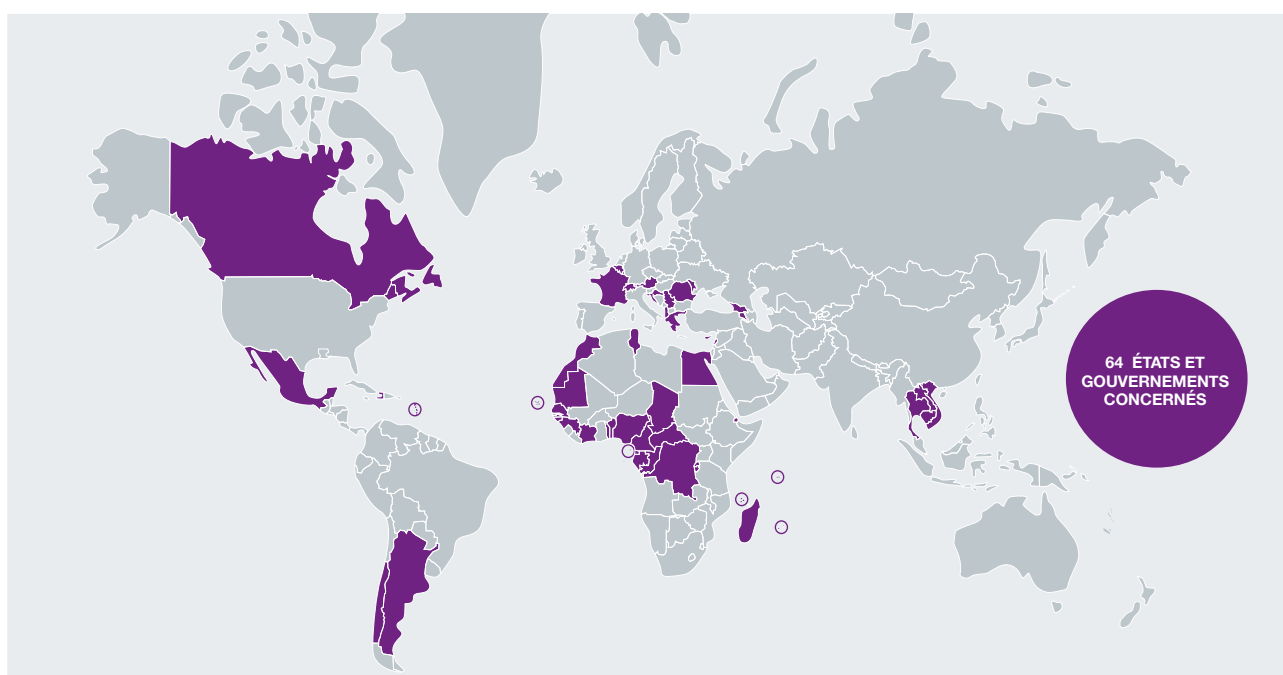


SYNTHÈSE DES RÉSULTATS PAR PROGRAMME STRATÉGIQUE

LA LANGUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA GOUVERNANCE

5 PROJETS

- Etat civil
- Renforcement de l'Etat de droit, des droits de l'Homme et de la justice
- Prévention et lutte contre les désordres de l'information
- Accompagnement des processus démocratiques
- Soutien à la paix et à la stabilité



RENFORCEMENT ET MODERNISATION DES SYSTÈMES D'ÉTAT CIVIL

En 2025, les actions de terrain ont généré des résultats tangibles à plusieurs niveaux. Au total, près de 153 407 actes de naissance ont été délivrés à des enfants et des adultes auparavant dépourvus d'existence juridique facilitant ainsi leur accès aux services sociaux de base et renforçant la protection de leurs droits. Plus de 3 782 professionnels clés des systèmes d'état civil ont renforcé durablement leurs capacités, incluant officiers d'état civil, agents de santé, sages-femmes, relais communautaires et cadres administratifs et juridiques.

>>> Effets et impacts observés : L'appropriation des compétences techniques (tenue des registres, élaboration des tables alphabétiques et statistiques, conformité des pièces) observée auprès de 95% des acteurs formés a profondément amélioré la qualité et la conformité des actes, réduit les erreurs et les rejets, et facilité une meilleure traçabilité des opérations. Les actions de sensibilisation ont induit une hausse significative des

déclarations (parfois +15 % à +100 %), l'émergence d'une culture de l'enregistrement, et l'augmentation des déclarations dans les délais légaux.

RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT, DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA JUSTICE

Sur le volet de la surveillance des droits de l'Homme en période électorale, le partenariat pluriannuel avec l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (AFCNDH) a permis de former et déployer 200 observateurs en soutien aux INDH de la Côte d'Ivoire et de la République centrafricaine. 250 acteurs ont été formés également sur des thématiques clés telles que la protection des défenseurs des droits humains, la mise en œuvre des recommandations de l'EPU, etc. Dans le domaine de la lutte contre la corruption, 30 jeunes ont renforcé leurs capacités en matière de lutte contre la corruption et les infractions financières complexes, en partenariat avec

l'Université Senghor d'Alexandrie. Dans le domaine de la coopération juridique, 185 avocats africains ont amélioré leurs compétences lors des formations régionales organisées par le CIFAf (Centre international en Afrique de formation des avocats francophones), sur des enjeux clés tels que la protection des lanceurs d'alerte et la lutte contre la désinformation. Dans le domaine de la coopération parlementaire, en partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), des corpus législatifs ont été élaborés et diffusés sur des thématiques clés telles que le climat et les déchets plastiques, tandis que plusieurs initiatives ont soutenu l'émergence de cadres réglementaires sur l'intelligence artificielle.

>>> Effets et impacts observés : Les professionnels formés ont noté une meilleure gestion des alertes, une plus grande rigueur dans le traitement des dossiers et une amélioration globale de l'organisation du travail. Les effets sont tangibles, 76 % des acteurs ont constaté des retombées concrètes sur la performance et l'efficacité de leurs pratiques. La forte appropriation des acquis (90 % des acteurs formés) s'est traduite par l'élaboration de manuels de procédures, de matrices de suivi des cas de corruption ou encore de plans d'action nationaux. Ces avancées ont contribué à améliorer la qualité des rapports nationaux, notamment dans le cadre de l'Examen périodique universel (EPU), et à renforcer les mécanismes de suivi et de mise en œuvre des recommandations internationales.

RENFORCEMENT DE L'ACCÈS À UNE MEILLEURE QUALITÉ ET INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION

Plusieurs initiatives ont été financées pour renforcer l'accès des citoyens à une information intègre et de qualité, combinant recherche, innovation technologique, formation et production de contenus pédagogiques. Dix projets ont été soutenus, avec des résultats concrets tels que : le renforcement des capacités de plus de 500 vérificateurs de faits, notamment des jeunes et des femmes, et le développement d'un agent conversationnel en intelligence artificielle pour mobiliser des femmes leaders.

>>> Effets et impacts observés : 69 % des acteurs déclarent avoir constaté des retombées positives dans leurs pratiques quotidiennes entraînant un changement durable des comportements, marqué par une vigilance accrue face à la désinformation et une exigence renforcée dans le traitement de l'information. L'intégration systématique des pratiques de vérification des sources a permis d'élever significativement les standards de production de l'information. Les effets sont significatifs, 69 % des acteurs déclarent avoir observé une amélioration de la fiabilité et de la crédibilité des contenus diffusés. Enfin, la valorisation des compétences acquises a renforcé la crédibilité des bénéficiaires et de leurs structures.

RENFORCEMENT DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES

L'OIF a renforcé de manière significative les capacités des acteurs et structures impliqués dans l'organisation, le contrôle et la supervision des processus démocratiques et électoraux. 752 acteurs intervenant dans les processus démocratiques ont été formés. Le déploiement des Missions électorales de la Francophonie (MEF) dans de nombreux États membres (Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Moldavie, République centrafricaine, Seychelles) a permis d'évaluer la conformité des scrutins avec les dispositions de la Déclaration de Bamako et de contribuer au renforcement de la confiance et de la transparence des scrutins.

>>> Effets et impacts observés : 67 % des acteurs indiquent avoir constaté des retombées positives en termes d'évolution des comportements et des attitudes citoyennes. Un changement de perception notable a été observé concernant la compréhension des processus démocratiques et électoraux. Les participants déclarent une meilleure capacité à analyser de manière critique les projets et discours politiques, ainsi qu'une compréhension accrue des enjeux liés au vote et à la participation citoyenne. Cet éveil citoyen s'est traduit par une implication plus réfléchie dans les dynamiques démocratiques locales.

SOUTIEN À LA PAIX ET À LA STABILITÉ

Dans les domaines de la prévention, de la gestion et de la résolution des conflits, des actions d'analyse ont été menées, incluant le lancement d'une étude sur le nexus climat-sécurité-environnement en Afrique centrale (Cameroun, RCA, Tchad), ainsi que la production de 10 bulletins FrancoPaix et de 342 fiches d'actualité. Des formations linguistiques, en français et interculturelles, ont été dispensées à 108 personnels rwandais en préparation de leur déploiement à la MINUSCA, à 35 carabiniers moldaves, ainsi qu'à 23 membres des forces armées royales khmères destinés à des missions en RCA et au Liban. Par ailleurs, dans le cadre de l'appui à la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti, 381 personnels issus de 15 pays ont été formés aux compétences en français, en créole et au contexte socio-culturel haïtien, renforçant ainsi leur capacité d'intervention et d'adaptation sur le terrain. Enfin, des formations certifiantes en ligne sur les agendas Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) ont été organisées, en partenariat avec l'Université Senghor à Alexandrie, au profit de plus de 1 820 bénéficiaires.

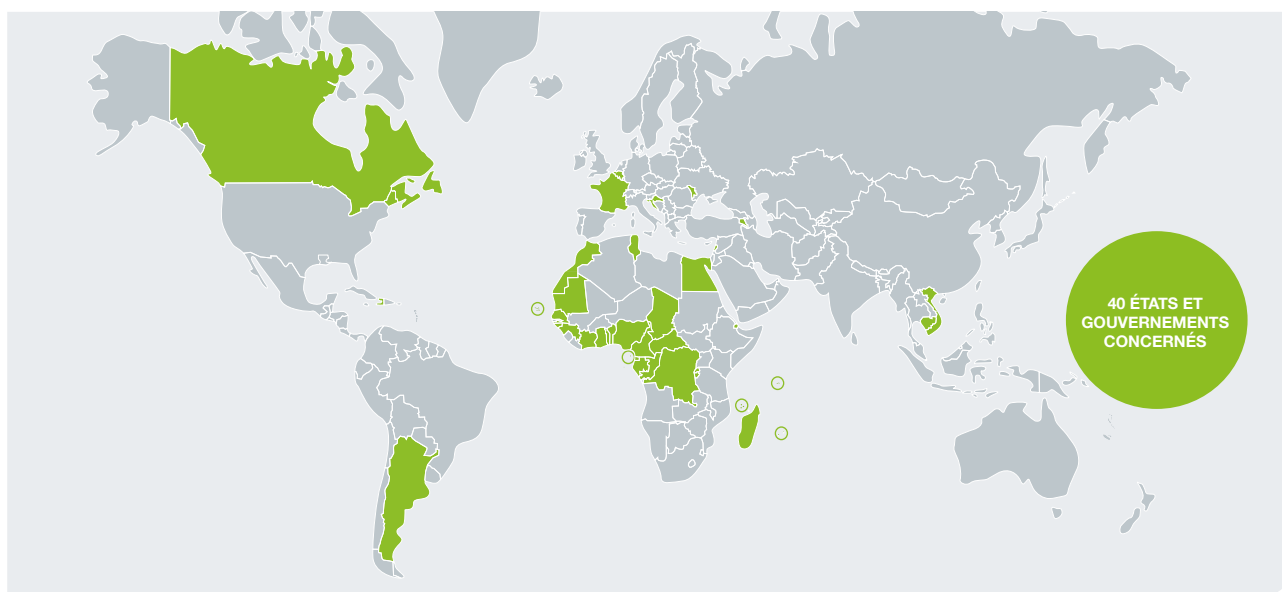
>>> Effets et impacts observés : Les résultats d'enquête montrent que 90 % des personnes formées ont constaté des effets concrets, soit une meilleure prise en compte des enjeux de genre et de jeunesse dans les politiques publiques et une évolution vers une gouvernance plus inclusive. Ces effets incluent également une participation accrue des jeunes dans la prévention des conflits, une meilleure prise en compte des risques d'extrémisme violent et, dans certains contextes, une réduction des tensions communautaires.

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS PAR PROGRAMME STRATÉGIQUE

LA LANGUE FRANÇAISE, VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

7 PROJETS

• La Francophonie avec Elles • Innovations et plaidoyers francophones • D-CLIC : Formation au numérique • Promotion des échanges économiques et commerciaux francophones • Accompagnement des transformations structurelles en matière d'environnement et de climat • Soutien aux initiatives environnementales dans le Bassin du Congo • Promotion du tourisme durable



RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES FEMMES ET DES JEUNES

En 2025, la 6^e édition du Fonds « La Francophonie avec Elles » a été marquée par le soutien à 54 projets répartis dans 31 pays, bénéficiant directement à 9 475 femmes engagées dans des initiatives économiques et sociales. En marge de la 69^e session de la Commission de la Condition féminine à New York, l'OIF a tenu un dîner-débat de haut niveau sur le thème « Voix et vécus francophones », réunissant 18 ministres et délégués. Lors de la Conférence ministérielle de la Francophonie tenue à Kigali en novembre 2025, l'Appel de Kigali a constitué un moment fort de mise en visibilité de trente années d'engagement francophone en faveur de l'égalité femmes-hommes. Il a également permis de dresser un état des lieux des principaux défis qui demeurent dans l'espace francophone et de réaffirmer la nécessité d'une mobilisation renforcée en faveur de cette priorité.

Au niveau de l'initiative « Innovations et plaidoyers thématiques » a soutenu 14 initiatives innovantes au bénéfice de plus de 1 800 jeunes et femmes des associations de jeunes, de femmes et d'organisations de la société civile. L'initiative « Cuisson propre » a outillé 160 acteurs nationaux (90 en Côte d'Ivoire et 70 en Mauritanie) et sensibilisé près de 700 personnes dans les régions mauritaniennes.

Sur le volet CAP Innovation (Jeunesse et entrepreneuriat), 107 lauréats ont bénéficié du programme d'accompagnement, parmi eux, 32 jeunes ont créé leur entreprise ou engagé des démarches concrètes en ce sens.

La COING a bénéficié d'un soutien opérationnel structurant (re-

crutement d'une ressource dédiée, séminaire exécutif, célébration de son 20^e anniversaire).

>>> Effets et impacts observés : Le Fonds « La Francophonie avec Elles » a favorisé une appropriation effective des outils et méthodes proposés, avec 49,9 % des bénéficiaires déclarant une meilleure organisation de leurs activités, traduisant une professionnalisation progressive des pratiques. Surtout, 65,8 % ont créé une activité génératrice de revenus, illustrant un passage concret de l'apprentissage à l'action et une structuration réelle des initiatives économiques au niveau local. Les retombées se traduisent par des effets économiques significatifs, avec 45,6 % des femmes ayant atteint une autonomie économique et 44,3 % enregistrant une augmentation de leurs revenus. L'impact est renforcé par un revenu multiplié par 3 en moyenne, témoignant d'un effet levier important du projet sur les conditions de vie.

Les retombées des innovations se traduisent par une meilleure insertion des jeunes dans leur environnement économique, avec 60,3 % qui déclarent une meilleure intégration dans des chaînes de valeur locales, illustrant une contribution tangible à l'employabilité.

FORMATION DES JEUNES AUX COMPÉTENCES NUMÉRIQUES ET GOUVERNANCE DU NUMÉRIQUE

En 2025, le projet D-CLIC a poursuivi le déploiement de ses formations à grande échelle. Sur la plateforme de formation en ligne, plus de 15 000 jeunes ont été formés à travers 5 sessions. Parallèlement, des formations professionnalisantes en présentiel ont

été déployées au profit de 4 100 jeunes dans des métiers tels que le développement web et mobile, la cybersécurité, la création de contenus numériques, l'intelligence artificielle, la protection et l'analyse des données (data analyse) ou encore la maintenance des équipements électroniques. 30 nouveaux projets portés par des jeunes bénéficiaires projet D-CLIC ont été accompagnés. L'appui à la numérisation de l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP) a permis d'accompagner 6 pays dans la transformation numérique de leurs systèmes de formation, avec notamment deux stratégies nationales finalisées et validées (Guinée et Djibouti) et quatre stratégies en cours d'élaboration (Bénin, Cameroun, Comores et Tchad).

Dans le domaine de la gouvernance du numérique et de l'intelligence artificielle (IA), l'un des succès phares de l'exercice est l'instauration du premier Forum francophone de la gouvernance du numérique et de l'IA. 535 agents publics (fonctionnaires, diplomates, et parlementaires) ont bénéficié d'actions de renforcement des capacités sur la gouvernance numérique et de l'intelligence artificielle.

>>> Effets et impacts observés : Le projet D-CLIC a permis une montée en compétences significative des bénéficiaires, en les dotant de savoir-faire directement mobilisables sur le marché du travail. Cette dynamique se traduit par une diversification des trajectoires professionnelles, avec 24,5 % des bénéficiaires ayant accédé à un emploi et 25 % à un stage, illustrant une transition effective vers des environnements professionnels structurés.

RENFORCEMENT DE LA DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE ET DES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

L'année 2025 a été marquée par la tenue de la Mission économique et commerciale de la Francophonie (MEF) au Bénin. Elle a mobilisé 92 entreprises internationales issues de 29 États et gouvernements membres, ainsi que 194 entreprises locales. Plus de 1 000 rendez-vous d'affaires ont été organisés, conduisant notamment à la signature de 4 accords de partenariats stratégiques, dont un projet industriel de 30 millions d'euros dans l'agroalimentaire. Deux missions « retour » ont été organisées au Vietnam et au Liban en octobre et novembre 2025, mobilisant chacune une vingtaine d'entreprises internationales et une cinquantaine d'entreprises locales déjà engagées dans des relations commerciales. Enfin, plus de 120 acteurs publics et privés ont bénéficié d'actions de sensibilisation et de concertation sur les enjeux du règlement des différends investisseurs-États et du commerce international.

RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS, AVEC UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX PAYS LES PLUS VULNÉRABLES

L'exercice 2025 a été marqué par un appui renforcé aux délégations francophones dans les négociations internationales sur le climat et la pollution plastique. 12 actions de renforcement de capacités ont été organisées avant, pendant et après la CdP30 de Belém (Brésil), bénéficiant à 1 371 négociateurs et négociatrices. Cinq outils techniques ont été développés et diffusés (guide des négociations, résumé pour décideurs, notes techniques). En matière de finance durable, 5 nouveaux pays (Bénin, Cameroun, Gabon, République centrafricaine et Tchad) ont bénéficié en 2025 d'un accompagnement structuré. Les actions conduites ont permis d'élaborer 35 projets bancables représentant un portefeuille de plus de 400 millions USD, et de mobiliser 1 379 504 € de financements additionnels pour la programmation de la Francophonie.

>>> Effets et impacts observés : Le projet a permis une transformation qualitative du positionnement des acteurs francophones dans les espaces de négociation internationale, en passant d'une participation limitée à une présence

structurée et influente. On note également des évolutions de rôle, 72 négociatrices ayant connu une progression professionnelle, dont plusieurs accédant à des fonctions stratégiques.

Dans le cadre du renforcement de la sécurité alimentaire et de la résilience climatique dans le Bassin du Congo, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre au bénéfice des jeunes engagés dans le secteur agricole. 2 incubateurs (République centrafricaine et Guinée équatoriale) ont accompagné 70 jeunes et femmes innovateurs dans le développement de prototypes environnementaux. 40 jeunes porteurs de solutions climatiques ont été accompagnés dans la mise à l'échelle de leurs innovations dans 4 pays (Cameroun, Congo, Gabon, République centrafricaine). Le projet a renforcé les écosystèmes d'innovation à travers la création de 3 laboratoires vivants : un en République centrafricaine (en partenariat avec l'ICRA) et deux au Gabon, favorisant une recherche-action collaborative en agriculture durable. En parallèle, 5 fermes pédagogiques innovantes intégrées à des programmes de cantine scolaire ont été déployées dans 5 pays (Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo), sensibilisant plus de 5 000 élèves aux pratiques agricoles durables et renforçant la sécurité alimentaire locale.

>>> Effets et impacts observés : Le projet a permis un passage d'agricultures traditionnelles vulnérables à des pratiques plus résilientes et durables, en structurant un véritable écosystème d'innovation locale. Cette transformation se traduit par l'adoption de nouvelles techniques par 64,4 % des bénéficiaires. Le projet a généré des transformations tangibles sur les conditions de vie des bénéficiaires, en renforçant leur autonomie économique et leur résilience face aux chocs climatiques. Ainsi, 82,8 % déclarent générer des revenus grâce aux solutions mises en place, traduisant un impact direct sur l'employabilité et les moyens de subsistance. Par ailleurs, 69,8 % observent une augmentation de leur productivité agricole, confirmant un effet structurant sur la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes de production.

TOURISME DURABLE

En 2025, l'OIF a développé en partenariat avec l'Université Senghor, un cours en ligne sur le tourisme durable ayant réuni plus de 1 800 participants, dont 416 certifiés. 2 000 jeunes ont également été formés aux métiers du tourisme durable. L'année 2025 a également été marquée par l'opérationnalisation des premiers Centres Destinations Éco-Talents (DET) au Cambodge, grâce aux programmes de formations développés en partenariat avec les universités de Hanoi et de Ho Chi Minh, conçus comme des espaces communautaires multifonctionnels dédiés à la promotion du tourisme durable et au rayonnement de la Francophonie. Enfin, 14 projets ont été financés, bénéficiant directement à plus de 6 000 personnes, notamment dans les zones rurales. Ces initiatives favorisent la création ou la consolidation de circuits écotouristiques communautaires, valorisent les patrimoines locaux et renforcent l'autonomisation économique des jeunes et des femmes.

>>> Effets et impacts observés : Le projet a permis un changement significatif dans le niveau de qualification des bénéficiaires, en les faisant passer d'une connaissance limitée à une véritable maîtrise des enjeux du tourisme durable. Cette transformation repose sur une forte adhésion au dispositif, avec 64,7 % déclarant avoir acquis de nouvelles connaissances professionnelles directement mobilisables. Le projet a généré des effets structurants sur les économies locales, en contribuant directement à la création et à la stabilisation de l'emploi. Ainsi, 73,2 % des bénéficiaires déclarent que le projet a contribué à la création d'emplois, majoritairement à petite échelle, tandis que 82,1 % soulignent le maintien d'emplois existants, traduisant un effet durable sur les écosystèmes locaux.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 90 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2026, établit à 396 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

53 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada–Nouveau-Brunswick • Canada–Québec • Centrafrique • Chypre • Comores • Congo • Congo (RD) • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Wallonie-Bruxelles (Fédération)

5 MEMBRES ASSOCIÉS

Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Kosovo • Qatar • Serbie

32 OBSERVATEURS

Angola • Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada–Nouvelle-Écosse • Canada–Ontario • Chili • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • France–Polynésie française • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Sarre (Land de) • Slovaquie • Slovénie • Tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

